

Hong Kong, le 30 mars 2017

L'expérience de paiement des entreprises chinoises s'améliore en 2016 mais les créances de longue durée sont toujours plus nombreuses en raison de contraintes financières

Une enquête sur la gestion du risque de crédit des entreprises, à laquelle 1 017 sociétés chinoises ont participé, a révélé que les délais de paiements des entreprises se sont globalement améliorés en 2016. Seuls 68 % des participants ont été confrontés à des retards de paiement en 2016 (comparé à la moyenne de 80 % des 5 années précédentes). La part des entreprises qui constate une augmentation des montants en souffrance s'affaiblit. Néanmoins, les problématiques liées aux créances de longue durée est alarmante. En effet, pour 35,7 % des sociétés interrogées, ces impayés de longue durée (plus de 180 jours) représentaient plus de 2 % de leur chiffre d'affaires en 2016

L'étude révèle une hausse du nombre de sociétés constatant une période de retard moyenne de 90 jours ou plus en 2016 (26,3 % contre 21% en 2015). Par ailleurs, la part des entreprises interrogées ayant subi un retard de paiement moyen de plus de 150 jours (graphique 1) a nettement augmenté (15,9 % contre 9,9% en 2015).

L'expérience de paiement Coface démontre qu'environ 80 % des créances impayées de longue durée (180 jours ou plus) ne sont jamais recouvrées. Lorsque plus de 2 % du chiffre d'affaires annuel total d'une société souffre d'impayés de longue durée, les liquidités de la société peuvent en pâtir et sa capacité à payer ses fournisseurs peut être remise en question.

35,7% des entreprises (contre 33,4 % en 2015) ont indiqué que les créances de longue durée ont représenté plus de 2 % de leur chiffre d'affaires annuel total. Le nombre de sociétés observant que les créances impayées de longue durée ont représenté plus de 10 % de leur chiffre d'affaires annuel total (graphique 2) a augmenté (10,9 % contre 8,7 % en 2015). Ce phénomène réduit considérablement le flux de trésorerie, essentiel au fonctionnement de la société.

Les sociétés chinoises, qui ont connu des impayés de ce type, ont été confrontées à des difficultés financières significatives. Elles se traduisent notamment par des conditions monétaires et de crédit plus rigoureuses en 2017 ainsi que par une forte diminution des marges due à une surcapacité industrielle, une demande plus faible et une concurrence intensifiée ces dernières années.

Les secteurs à haut risque : construction, chimie, machinerie industrielle et électronique

Parmi les 11 secteurs analysés au cours de l'étude, les problématiques liées aux créances impayées de longue durée ont diminué dans les six secteurs suivants : la chimie, la machinerie industrielle et électronique, l'informatique et les télécommunications, les métaux, l'industrie pharmaceutique et la vente au détail. (Graphique 3)

L'industrie des métaux, un secteur à très haut risque depuis quelques années, a montré des signes d'amélioration. En effet, elle a été stimulée par une restructuration et une remontée des prix. Cependant, de nombreuses sociétés de ce secteur sont encore confrontées aux créances impayées de longue durée, bien qu'un nombre plus faible d'entre elles déclare que le montant des impayés représente plus de 10 % de leur chiffre d'affaires.

Malgré les perspectives à long terme positives du secteur pharmaceutique et des facteurs de croissance structurelle (tels que la population vieillissante du pays et l'amélioration du revenu par habitant), les résultats de l'étude montrent une dégradation inattendue des problématiques liées aux impayés au cours de l'année 2016 par rapport à 2015. Ce phénomène est en partie dû à l'évolution rapide du cadre politique et réglementaire qui a introduit un système à deux factures, testé dans 11 provinces.

Les risques liés aux impayés sont restés stables dans le secteur des appareils électriques et électroniques domestiques, alors que l'automobile et les transports, la construction, le papier/bois et le textile/habillement ont tous bénéficié d'améliorations dans ce domaine.

En dépit de quelques progrès, le secteur de la construction est resté le plus à risque de Chine en 2016, avec 45,9 % des sociétés (le pourcentage le plus élevé de participants de l'ensemble des secteurs) ayant déclaré que 2 % ou plus de leur chiffre d'affaires était en souffrance. 2017 constituera donc un nouveau défi pour les entreprises du secteur, déjà fortement endettées, qui seront soumises à des conditions monétaires et de crédit plus strictes.

Les améliorations constatées l'année dernière dans les secteurs de l'automobile et des transports, grâce aux avantages fiscaux du gouvernement destinés à stimuler la vente de voitures, sont probablement temporaires. Il est possible que le parcours soit semé d'embûches en raison d'une concurrence intense qui règne sur le marché, la baisse de la demande de voitures et les coûts croissants des matières premières.

Coface mène son étude sur la gestion des crédits des entreprises en Chine depuis 14 ans. Son objectif est de favoriser une meilleure compréhension des expériences de paiement des sociétés chinoises ainsi que de leurs pratiques en matière de gestion de crédit. Pour la dernière édition, 1 017 sociétés de différents secteurs ont pris part à l'étude entre octobre et novembre 2016.



COMMUNIQUE DE PRESSE

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

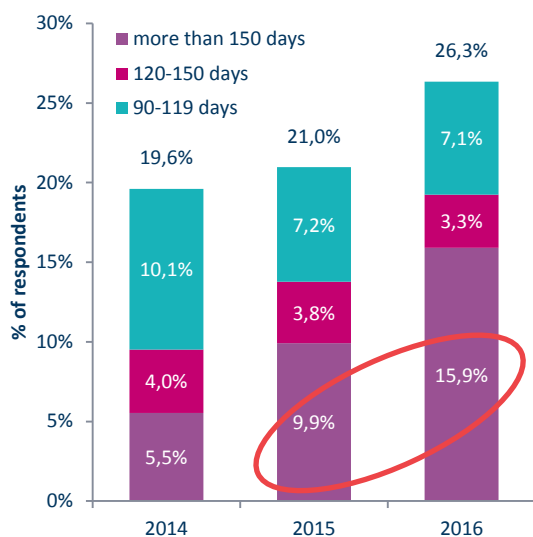
Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2016, le Groupe, fort de 4 300 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 50 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment B d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

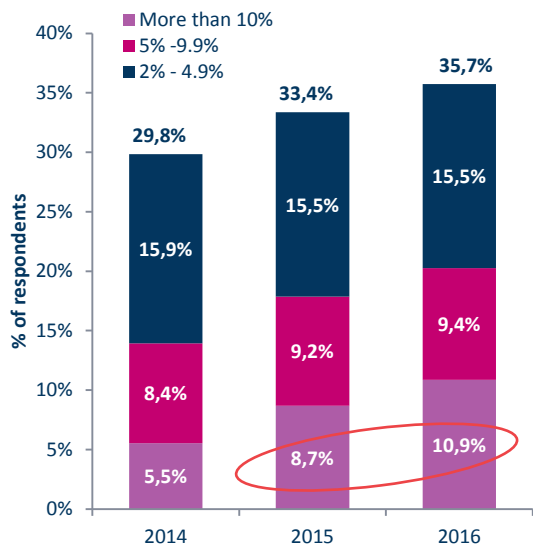


Graphique 1: Nombre moyens de jours de retard de paiement



Source: Coface Survey 2016

Graphique 2: Part des retards de paiement de plus de 180 jours dans le chiffre d'affaire



Source: Coface Survey 2016

Graphique 3: Plus de retards longs dans 6 secteurs mais stabilisation dans les autres

| Secteur | Retards de paiement en 2016 (% des répondants) | | Evaluation du risque de crédit |
|---------------------------|--|--|--------------------------------|
| | Au cours des 12 derniers mois | Plus de 2% du chiffre d'affaire pour les retards de + de 180 jours | |
| Automobile transports et | 71.8% | 26.8% | ● |
| Chimie | 90.2% | 33.8% | ● |
| Construction | 66.1% | 45.9% | ● |
| TIC | 61.5% | 33.3% | ● |
| Industrie électronique et | 73.4% | 43.9% | ● |
| Télécommunication | 55.7% | 40.9% | ● |
| Métaux | 64.6% | 38.7% | ● ↗ ● |
| Papier-Bois | 77.8% | 14.3% | ● |
| Pharmacie | 78.6% | 45.5% | ● |
| Distribution | 63.0% | 28.3% | ● |
| Textile / Habillement | 63.0% | 13.8% | ● |
| Total | 67.9% | 35.7% | |

● Faible ● Moyen ● Élevé ● Très élevé ↗ Reclassement ↘ Déclassement